

# Anticapitalisme : dans les luttes et dans les urnes

vendredi 10 juillet 2009, par [GROND Pierre-François](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juillet 2009).

**Alors que la crise du capitalisme s'accroît et que le pouvoir tente de la faire payer au monde du travail, le NPA cherche à favoriser les conditions d'une riposte, d'un mouvement d'ensemble pour infliger au patronat et à Sarkozy des défaites sur le plan social.**

Après avoir éloigné des urnes l'essentiel des classes populaires et des jeunes, écoeurés par le fonctionnement des institutions européennes, la droite tente de profiter d'un score obtenu grâce à l'abstention (l'UMP a seulement réuni 13% des inscrits), pour accélérer le rythme des attaques. Le plan de sauvetage mondial du capitalisme, auquel s'est associé le gouvernement français, présente désormais sa facture : la majorité de la population va devoir payer les pots cassés de l'enrichissement d'une minorité et de la préservation du système ! Payer d'abord par l'allongement de la durée du travail, l'UMP voulant reculer l'âge de départ à la retraite à 67 ans. Sept ans de plus de travail pour payer la dette et des niveaux de pensions toujours plus détériorés...

Les 600000 jeunes qui vont se présenter sur le marché du travail cet automne, les 600000 licenciements annoncés par le gouvernement lui-même, tout ceci montre l'urgence sociale et la nécessité impérieuse d'une riposte à la hauteur des enjeux. Que l'on ne se trompe pas : Sarkozy veut désormais cristalliser une modification en profondeur des rapports de forces dans la société française, au détriment des droits des travailleurs et des intérêts des classes populaires. Un bras de fer qu'il peut d'autant plus engager que l'opposition sociale et politique défaille. Le bilan des mobilisations enclenchées par les directions syndicales depuis janvier reste sans appel : le mouvement, que les confédérations ont contrôlé et canalisé au maximum, n'a produit aucun effet sur le pouvoir. Quant au PS, chaque jour apporte son lot de ralliements, d'incapacités à s'opposer sur le fond... et d'ambitions.

C'est l'ensemble de ces raisons qui nous conduisent, dès maintenant, à proposer le chemin de la riposte. Tous les leviers de mobilisation et de convergence des luttes (notamment celles des entreprises frappées par les licenciements) doivent être utilisés. Tout ce qui permet la confiance dans les capacités à agir, se rassembler, s'organiser, doit être favorisé. Nous savons tous qu'il n'y a pas de bouton magique pour déclencher des mouvements sociaux, mais nous savons également que l'unité du monde du travail et de la population est une condition nécessaire, déterminante pour l'action.

C'est pourquoi nous avons proposé aux forces syndicales et politiques de se rencontrer, afin d'organiser cette riposte, sur le fond et sur la forme. Aux forces de la gauche radicale, dont les responsabilités sont fortes concernant la mise en place des mobilisations, nous proposons un pacte durable, dans la rue et dans les urnes, visant à offrir un débouché politique autour d'un programme anticapitaliste, d'une perspective indépendante du PS, mais dans la volonté claire de ne pas se tromper d'ennemi, de battre le camp réactionnaire au pouvoir.

Nous ferons prochainement un point complet sur les rencontres avec cette gauche radicale - et en

particulier sur leurs positionnements aux élections régionales -, en affichant les convergences et les divergences maintenues à ce stade. Dans la clarté et la transparence, car, pour nous, le combat pour l'unité et le contenu de celle-ci ne font qu'un.

---

**P.-S.**

\* Paru dans « Tout est à nous » n° 16 du 9 juillet 2009.